

<http://lipietz.net/Les-naufrageurs-du-climat-qu-ils-s-en-ailent-tous>

# Les naufrageurs du climat : qu'ils s'en aillent, tous !

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: dimanche 20 décembre 2009

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

**Entretien de Alain Lipietz avec *El Watan* sur le bilan de Copenhague, la responsabilité des dirigeants du "Nord" et de ceux de l'OPEP.**

**Comment évaluez vous les débats et les conclusions du sommet de Copenhague ?**

C'est une honte, un scandale inouï. Depuis deux ans – depuis la conférence de Bali qui avait fixé la « feuille de route » jusqu'à Copenhague – l'Humanité a été menée en bateau par ses propres dirigeants. Début décembre, on voyait bien que les propositions sur la table étaient bien en deçà du « strictement nécessaire » pour seulement limiter le réchauffement climatique à 2 degrés. Mais on se disait « Ce sont de rusés négociateurs, ils vont abattre leurs cartes au dernier moment ». Et puis les chefs d'Etat sont montés à la tribune, ils n'ont rien lâché ! Un petit groupe (les USA et les grands pays émergents) se sont mis d'accord pour réitérer la promesse de « 2 degrés », ils ont annoncé le vendredi soir que la conférence reprendrait en janvier, après les Fêtes, pour fixer la répartition de l'effort. Et le samedi matin tous avaient filé, on n'est même plus sûr du tout de cette histoire de janvier, on parle de juin, voire de Mexico, dans un an.

Ils ont eu peur de la foule immense des organisations non gouvernementales de la société civile qui encerclaient leur bunker de conférence. Ils avaient honte. Ils ont filé en se cachant. Mais qu'ils s'en aillent tous ! Ils ont trahi l'espérance de toute l'Humanité. Ils sont tous coresponsables.

Qu'est ce qu'on attendait d'eux ? Le CIEC, [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat](#) (prix Nobel de la Paix) était en gros d'accord sur deux objectifs : pour les pays industrialisés, entre -25 et -40 % de réduction des émissions par rapport à 1990 d'ici 2020 (pour les pays émergents : une stabilisation vers 2015), et une aide du Nord au Sud de 110 milliards de dollars par an pour transformer son système énergétique. Résultat : des promesses de réduction de 50 % ... pour 2050, 30 milliards sur les 3 prochaines années et 100 milliards par an en 2020 !

Le plus spectaculaire responsable est Barak Hussein Obama. Il avait reçu le prix Nobel de la Paix à l'avance, ce serait le continuateur de [Wangari Maathai](#) et du GIEC . Il s'est contenté de répéter une offre misérable de - 4% ! Bien sûr son opinion publique et le Congrès n'étaient pas encore prêts. Bien sûr que - 40% c'est presque reconquérir la Lune, tant les USA ont accumulé de retard.

Mais soyons sérieux. Un vrai leader américain aurait relevé le défi, comme Roosevelt avait reconverti l'industrie en quelques mois après Pearl Harbour pour battre le Japon, et comme Kennedy avait décidé d'envoyer un homme sur la Lune pour répondre au Spoutnik ! [Une étude américaine a montré](#) comment s'équiper en 10 ans pour produire 100 % d'énergie renouvelable. Obama aurait pu dire « Nous avons brûlé plus de bois, de charbon et de pétrole que tout le reste de l'Humanité, nous sommes conscients de notre responsabilité première, et mon peuple comprend depuis la catastrophe de la Nouvelle Orléans que le Tout Puissant (ou, si vous voulez, la Nature) ne laissera pas ce péché impuni. Les savants nous demandent *Moins 40%* ? Je ne peux vous promettre de tenir cet engagement d'ici 2020, tant nos prédécesseurs ont pris de retard, mais je vous promet d'accélérer d'ici 2030 et de financer en compensation la totalité des efforts du tiers monde ». Il avait une certaine marge en jouant sur les deux objectifs de la conférence : les objectifs de réductions et les objectifs de financement. Il s'est discrédité, s'abritant minablement derrière des exigences de transparence envers la Chine.

La Chine ? Première puissance polluuse, elle s'abrite encore derrière l'argument « Mais, en émissions par personne, on est loin des Américains ». Vrai. Mais avec 5 tonnes de CO2 par personne et par an, elle produit deux fois et demi ce qui est « soutenable » par l'écosystème terrestre (2 tonnes par personne et par an). À Kyoto, des

pays européens plus « propres » que la Chine actuelle avaient pris de engagements fermes de réduction ! Elle, elle n'offrait que « moins 40% »... de pollution par yuan produit ! Avec ses taux de croissance à deux chiffres, ce progrès (par ailleurs indispensable) serait effacé en quatre ans.

Quant à l'Europe, jadis leader mondial de la lutte contre le changement climatique, elle a disparu. Le responsable n° 1 en est Nicolas Sarkozy, malgré ses impayables cocorico sur ses ergots de coq gaulois. [Président de l'Europe en décembre 2008, il a obtenu](#), à la demande des industriels (notamment français, polonais, allemands et italiens) de rabattre de -30 à -20 % l'offre de réduction de l'Union européenne. Son parti, l'UMP, n'a cessé de raboter les consensus écologistes obtenus entre partenaires sociaux aux négociations de Grenelle. Le Parlement européen, élu il y a à peine six mois et qui représente donc assez fidèlement « ce à quoi les opinions publiques étaient prêtes », a voté, le 25 novembre 2009, une offre européenne de -40% de réduction d'ici 2020 avec un apport européen de 30 milliards par an pour le tiers monde. Les responsables européens, les Barroso-Sarkozy-Merkel-Brown, n'en ont tenu aucun compte !!

Non, qu'ils s'en aillent, tous.

### **L'OPEP rejette la proposition de la taxe carbone. Y a-t-il une volonté des pays industrialisés de faire payer le prix aux pays du Sud ?**

J'allais en effet oublier l'OPEP... Elle seule a entre les mains l'arme absolue pour sauver le climat : ne plus mettre sur le marché que la quantité de pétrole et de gaz compatible avec ce que l'écosystème planétaire peut recycler. Le prix du pétrole bondirait plus haut qu'en juillet 2008, compensant la baisse du tonnage vendu. Tous les pays consommateurs seraient obligés de s'adapter. Bien sûr il faudrait organiser des livraisons à bas prix pour les pays importateurs du tiers monde . Mais seul le Venezuela de Chavez a semblé envisager une telle voie. Où était l'Algérie, autrefois leader progressiste du Tiers Monde ?

Pourtant, tous les peuples de l'OPEP sont particulièrement menacés par le changement climatique. Le Venezuela bien sûr, cruellement frappé, de plus en plus souvent, par de dramatiques inondations. À l'inverse, l'Algérie va voir le Sahara remonter jusqu'à la Méditerranée... Mais non : les dirigeants préfèrent protester contre les efforts des pays consommateurs pour diminuer leurs pollutions, ils protestent même contre la taxation du carbone émis ! « Brûlez, brûlez notre pétrole, c'est la Bible et le Coran ! » , tel semble être leur unique message !

Bien sûr, une taxe carbone chez les pays consommateurs n'est rien d'autre qu'une façon de partager entre pays consommateurs et pays producteurs l'inévitable et salutaire hausse du prix de l'énergie. Mais, sauf les « petits producteurs » comme le Soudan, la Bolivie ou l'Equateur, les pays exportateurs ont déjà des revenus pétroliers bien suffisants pour assurer à tous leurs habitants un niveau de vie et de services publics tout-à-fait décents. C'est uniquement un problème de choix de politique intérieure, de redistribution de la richesse.

Encore une fois, une envolée du prix final du pétrole serait dramatique pour les travailleurs et chômeurs du tiers monde. C'est pourquoi il vaut mieux que la hausse du prix de l'énergie soit décidée pays par pays, et redistribuée vers les plus démunis, c'est à dire par une taxe carbone intérieure, plutôt que provoquée par une hausse du prix à l'exportation.

### **Selon vous, que faut-il faire pour sauver la planète d'un dérèglement climatique ?**

Tout le monde le sait : réduire la consommation d'énergie fossile, préserver les forêts et [réduire la production de](#)

[méthane](#) (un tiers de l'effet de serre).

Réduire la production de méthane est la voie la moins coûteuse et la plus efficace pour un pays du tiers monde. Cela passe par une gestion correcte des déchets, que l'on peut même utiliser pour produire de l'énergie.

Sauver et replanter la forêt demande une gouvernance plus stricte et honnête, mais aussi des compensations financières pour les pays qui auraient eu besoin de défricher et qui vont devoir renoncer à leurs cultures de rente pour consacrer leurs terres à nourrir leur peuple.

Pour l'énergie, c'est la grande affaire, mais là encore le GIEC a tracé les trajectoires obligatoires pour éviter la catastrophe. Le problème est que, si chacun attend que l'autre fasse l'effort, personne ne bouge, car il ne sert pas à grand chose de réduire la pollution de l'atmosphère chez soi si les autres ne font rien. L'atmosphère est un bien public mondial. C'est pourquoi il était essentiel de s'entendre sur des objectifs chiffrés nationaux de réduction, étape par étape. Ensuite chaque pays s'organise pour atteindre ses objectifs.

La voie principale (deux tiers des résultats économiquement efficaces), c'est les économies d'énergie : consommer frugalement, produire mieux. Les pays du tiers monde ont besoin, en moyenne, de trois fois plus d'émissions de CO2 pour produire la même quantité que les pays développés. D'où le compromis signé à Rio en 1992 : les pays du nord financeraient la mise aux normes les plus propres des pays du Sud, ce serait le moyen de « payer leur dette climatique », le fait qu'ils ont commencé à polluer l'atmosphère un siècle avant les autres.

Et c'est seulement le dernier tiers des réductions qu'il faut obtenir par la généralisation des énergies renouvelables, pour l'essentiel venues du soleil.

Et du soleil, l'Algérie en a encore plus que de pétrole !

## L'"accord" de Copenhague : cliquez



PS:

*PS Le document ci-dessus date de la nuit du 18 décembre. Il semble que même l'engagement pour 2009 ait disparu le samedi matin. De toute façon l'Assemblée générale a seulement "pris note" de l'existence du texte.*